



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Trente-troisième session

Putrajaya (Malaisie), 7–11 mars 2016

Point 9 de l'ordre du jour

La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, y compris sous l'angle des perspectives et des nouveaux enjeux, dans le cadre des objectifs de développement durable

Résumé

La région Asie et Pacifique dans son ensemble a atteint la cible C du premier objectif du Millénaire pour le développement, qui était de réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes souffrant de la faim. La région abrite toutefois encore 490 millions de personnes souffrant de faim chronique et 94 millions d'enfants présentant un retard de croissance. Les progrès accomplis l'ont été surtout dans les sous-régions de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, et beaucoup moins en Asie du Sud, un écart qui traduit les différences qui existent dans la croissance économique, les inégalités de revenu, les inégalités hommes-femmes, les ressources naturelles, l'infrastructure, l'environnement macroéconomique, les cadres de politiques sectorielles, la paix et la sécurité, et la stabilité des institutions. Le défi que doit relever la région pour atteindre les objectifs de développement durable est de garantir à chacun, indépendamment de l'âge et du sexe, la jouissance du droit à l'alimentation, en augmentant la production d'aliments à partir de ressources naturelles qui sont limitées et en assurant un accès plus équitable à la nourriture, tout en faisant face aux difficultés que crée, notamment, le changement climatique. La FAO reste résolue à travailler avec ses États Membres pour les aider à atteindre ces objectifs.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



mp427

Suite que la Conférence régionale est invitée à donner

La Conférence régionale est invitée:

- à donner des indications sur les priorités à mettre en place et les politiques à appliquer pour accroître, en volume et en qualité, les investissements dans l'agriculture et dans la nutrition, sachant que les besoins de l'Asie et ceux des pays insulaires du Pacifique ne sont pas les mêmes;
- à donner des avis sur les politiques et les mesures visant à renforcer la protection sociale dans la région Asie et Pacifique;
- à donner des avis sur la pertinence des trois éléments de l'initiative régionale à l'appui du défi Faim zéro en Asie et dans le Pacifique – mettre en place des politiques et des plans d'investissement nationaux en faveur de la sécurité alimentaire, développer les statistiques sur la sous-alimentation et améliorer la nutrition de l'enfant;
- à noter que le programme de travail de l'Organisation dans la région Asie et Pacifique est aligné sur les objectifs de développement durable (ODD), et à l'inviter instamment à continuer de faire porter l'effort, dans l'exécution de ses activités, sur les priorités des pays pour 2016-2017 et au-delà, ce en conformité avec les ODD.

I. Introduction

1. La région Asie et Pacifique¹ dans son ensemble a atteint la cible C du premier objectif du Millénaire pour le développement, qui était de réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes souffrant de la faim. Sur cette période, la proportion de la population qui n'atteint pas le niveau minimal d'apport calorique est passée de 24 à 12 pour cent, et la proportion des enfants de moins de cinq ans présentant un retard de croissance est passée de 49 à 30 pour cent². La région abrite toutefois encore 490 millions de personnes souffrant de faim chronique, soit environ 61 pour cent des personnes qui sont dans cette situation dans les pays en développement, et 94 millions d'enfants présentant un retard de croissance, soit environ 58 pour cent des enfants qui sont dans cette situation dans le monde. Les objectifs de développement durable nous pressent aujourd'hui d'en finir avec la faim.

2. Les progrès accomplis l'ont été surtout dans les sous-régions de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, mais beaucoup moins en Asie du Sud. Cet écart traduit les différences qui existent entre pays et sous-régions au regard de la croissance économique, des inégalités de revenu, des inégalités hommes-femmes, des ressources naturelles employées dans la production alimentaire, de l'infrastructure, de l'environnement macroéconomique, des cadres de politiques sectorielles, du climat de paix intérieure, du degré de sécurité et de la stabilité des institutions. Le défi que doit relever la région pour atteindre les principaux objectifs de développement durable consiste à garantir à chacun, indépendamment de l'âge et du sexe, la jouissance du droit à l'alimentation, en augmentant la production d'aliments à partir de ressources naturelles qui sont limitées et en assurant un accès plus équitable à la nourriture, tout en prêtant attention aux tendances en matière d'urbanisation et aux problèmes que pose le changement

¹ Aux fins du présent document, l'expression «région Asie et Pacifique» englobe les huit pays membres de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), les huit pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) (en dehors du Brunéi Darussalam et de Singapour), la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Timor-Leste, la République populaire de Chine, la République populaire démocratique de Corée, la Mongolie et les États insulaires en développement du Pacifique.

² Calculs de l'auteur sur la base de UNICEF, OMS, Banque mondiale. 2015. Joint malnutrition dataset (mise à jour de septembre), <http://data.unicef.org/nutrition/malnutrition.html>.

climatique et en palliant le manque de statistiques et de données précises, lesquelles sont indispensables pour définir des politiques concrètes et sensées. La FAO reste résolue à travailler avec ses pays membres pour les aider à atteindre ces objectifs.

3. La section ci-après s'ouvre sur la définition de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et décrit ensuite la situation actuelle dans la région Asie et Pacifique, et l'évolution de cette situation depuis 1990-1992. On y trouvera ensuite une analyse des facteurs qui sous-tendent cette évolution. La section suivante contient une analyse des mesures qu'il faut prendre pour que les améliorations en matière de sécurité alimentaire et de nutrition se poursuivent jusqu'en 2030, de façon à ce que l'on puisse atteindre les objectifs de développement durable. Enfin, la conclusion présente un résumé des principales constatations.

II. Sécurité alimentaire et nutrition dans la région Asie et Pacifique: situation actuelle et évolution

4. Comme nous l'avons vu dans l'introduction, la région Asie et Pacifique a atteint au moins une cible du premier objectif du Millénaire pour le développement concernant la faim, mais avec des différences importantes entre les sous-régions. Avant de décrire plus en détail la situation actuelle en termes de sécurité alimentaire et son évolution entre le début des années 90 et aujourd'hui, il pourrait être utile de définir le concept de sécurité alimentaire³.

La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. – Sommet mondial de l'alimentation de 1996

Cette définition fait ressortir les quatre grandes dimensions de la sécurité alimentaire, présentées dans le tableau 1 ci-dessous, qu'il faut satisfaire simultanément pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire.

Tableau 1: Dimensions de la sécurité alimentaire

DISPONIBILITÉ physique des aliments	La disponibilité alimentaire porte sur le «côté de l'offre» de la sécurité alimentaire et est déterminée par le niveau de la production alimentaire, le niveau des stocks et le commerce net.
ACCÈS économique et physique aux aliments	Accès que les individus ont à des ressources adéquates (droits) qui leur permettent d'acquérir des aliments constitutifs de régimes alimentaires nutritifs. Ces ressources ne sont pas forcément financières et peuvent inclure des droits traditionnels, par exemple le droit à une part de ressources communes. Les droits sont l'ensemble des produits de base dont une personne peut disposer compte tenu du contexte légal, politique, économique et social de la communauté dans laquelle elle vit.
UTILISATION des aliments	On entend généralement par utilisation la façon dont l'organisme tire le meilleur profit des différents éléments nutritifs que contiennent les aliments. Un apport suffisant en calories et en nutriments est le fruit de bonnes pratiques de soins et d'alimentation, de la préparation des aliments, de la variété du régime alimentaire et de la distribution des aliments au sein des ménages. Combiné avec une bonne utilisation

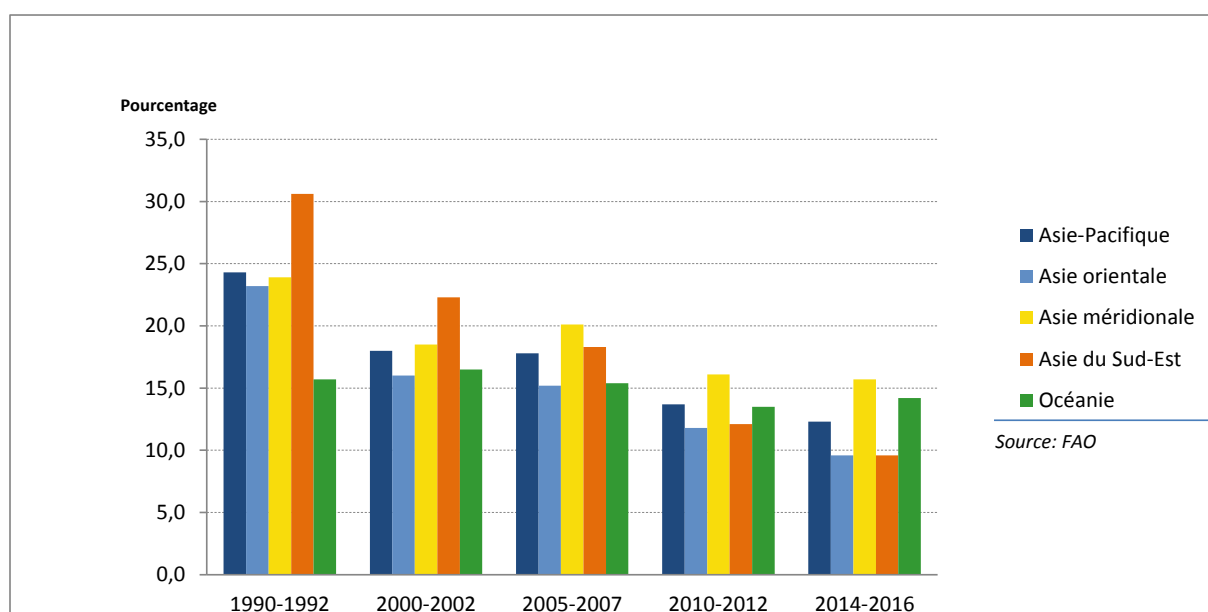
³ FAO. 2008. Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire. Publication du Programme CE-FAO «Sécurité alimentaire: l'information pour l'action».

	biologique des aliments consommés, cet apport détermine l'état nutritionnel des personnes.
STABILITÉ des trois autres dimensions au fil du temps	Même si votre apport alimentaire est adéquat aujourd'hui, on considère que vous êtes toujours en situation d'insécurité alimentaire si votre accès aux aliments risque de devenir inadéquat de façon périodique, ce qui entraîne un risque de détérioration de votre état nutritionnel. Les mauvaises conditions météorologiques, l'instabilité politique ou des facteurs économiques (chômage, hausse des prix des denrées alimentaires) peuvent avoir des incidences sur la sécurité alimentaire des personnes.

Source: adaptation à partir de FAO. 2008.

5. Lorsqu'elle mesure la sous-alimentation⁴, la FAO s'intéresse à la *disponibilité* et à l'*accès*. Comme expliqué dans l'introduction, la prévalence de la sous-alimentation, c'est-à-dire un apport alimentaire insuffisant, dans la région Asie-Pacifique est passée de 24 pour cent en 1990-1992 à 12 pour cent en 2014-2016, mais cette baisse est loin d'être uniforme dans toutes les sous-régions, comme le montre la figure 1 ci-dessous. C'est en Asie du Sud-Est que l'on constate la baisse la plus nette de la prévalence de la sous-alimentation; viennent ensuite l'Asie orientale et l'Asie méridionale. La sous-région de l'Océanie n'a quant à elle connu qu'une baisse très légère.

Figure 1: Prévalence de la sous-alimentation dans les différentes sous-régions de l'Asie et du Pacifique, 1990-1992 – 2014-2016



Source: FAO, Bureau régional de Bangkok (Thaïlande) pour l'Asie et le Pacifique. 2015. *Regional overview of food insecurity Asia and the Pacific*. Towards a food secure Asia and the Pacific

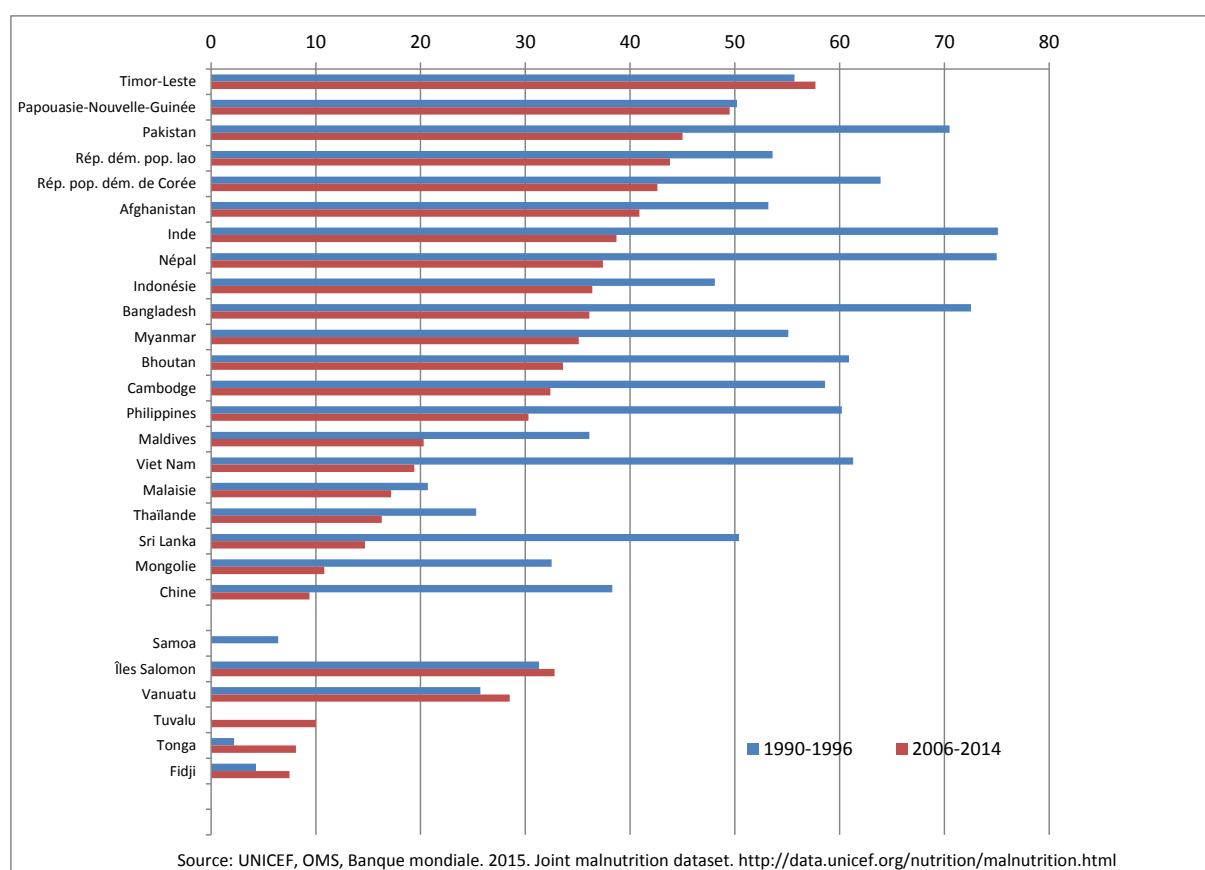
6. On peut évaluer l'utilisation des aliments au moyen d'indicateurs anthropométriques, tels que le retard de croissance et l'insuffisance pondérale des enfants de moins de cinq ans. On sait que la malnutrition chez l'enfant entraîne des problèmes de santé, entrave le développement cérébral, conduit à des déficits cognitifs et réduit la productivité tout au long de la vie. Chez l'enfant, en particulier pendant les 1 000 premiers jours de la vie, les carences nutritionnelles entraînent des problèmes de développement à long terme.

⁴ FAO, FIDA et PAM. 2015. L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde. Objectifs internationaux 2015 de réduction de la faim: des progrès inégaux. Rome, FAO. Annexe 2, p. 52.

7. La figure 2 ci-dessous montre que la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans (qui traduit la privation nutritionnelle à long terme) a nettement baissé en Asie au cours de ces 25 dernières années, plusieurs pays enregistrant même de fortes baisses. Cependant, malgré ces progrès, le retard de croissance reste un problème grave, dont la prévalence est supérieure à 35 pour cent dans plusieurs pays⁵.

8. De manière générale, les pays de l'Asie et du Pacifique, à quelques exceptions près, ont aussi obtenu d'assez bons résultats concernant l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à de meilleures installations d'assainissement, qui sont des éléments essentiels pour l'utilisation efficace des nutriments présents dans les aliments.

Figure 2: Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans, par pays, 1990-1996 – 2006-2014



9. Certains éléments donnent à penser que la stabilité de l'accès s'est améliorée dans la région entre 1990-1992 et 2010-2012. Par exemple, la région a réduit la vulnérabilité de la production alimentaire aux conditions météorologiques en développant fortement le réseau d'irrigation, ce qui semble avoir réduit la variabilité de la disponibilité alimentaire par habitant dans toutes les sous-régions, parfois de façon considérable, comme en Asie du Sud-Est, où elle a diminué de 79 pour cent⁶.

10. De nombreux gouvernements dans la région maintiennent des réserves alimentaires stratégiques pour répondre aux besoins urgents et pour stabiliser les prix des denrées alimentaires. Par ailleurs, les agriculteurs stockent eux aussi des aliments pour leur consommation personnelle jusqu'à la récolte suivante et les négociants privés maintiennent des stocks commerciaux de denrées alimentaires. Les pays asiatiques en développement détenaient 63 pour cent des 581 millions de tonnes

⁵ UNICEF, OMS, Banque mondiale. 2015. Joint malnutrition dataset, <http://data.unicef.org/nutrition/malnutrition.html>.

⁶ FAO. 2015a. *Regional Overview of Food Insecurity Asia and the Pacific: Towards a Food Secure Asia and the Pacific*. Bangkok, FAO.

des céréales stockées dans le monde en 2014. Les pays de la région ont par ailleurs créé la Réserve d'urgence de riz de l'ASEAN+3 et la Banque alimentaire de l'ASACR au niveau sous-régional pour faire face aux pénuries alimentaires.

11. Les flambées des prix que l'on a connues dans les marchés alimentaires internationaux en 2007-2008 et en 2010-2011 ont été de véritables chocs dans les pays de la région et ont poussé les gouvernements à mettre l'accent sur les investissements dans la production et la productivité alimentaires; une aide publique a par ailleurs été souvent fournie aux ménages pauvres frappés par la hausse des prix. L'impact de la crise sur la sécurité alimentaire dans la région a été relativement léger, même si certains ménages plus pauvres ont connu une insécurité alimentaire plus aiguë lors de cette période. Depuis cette époque, les prix des denrées alimentaires ont tendance à diminuer.

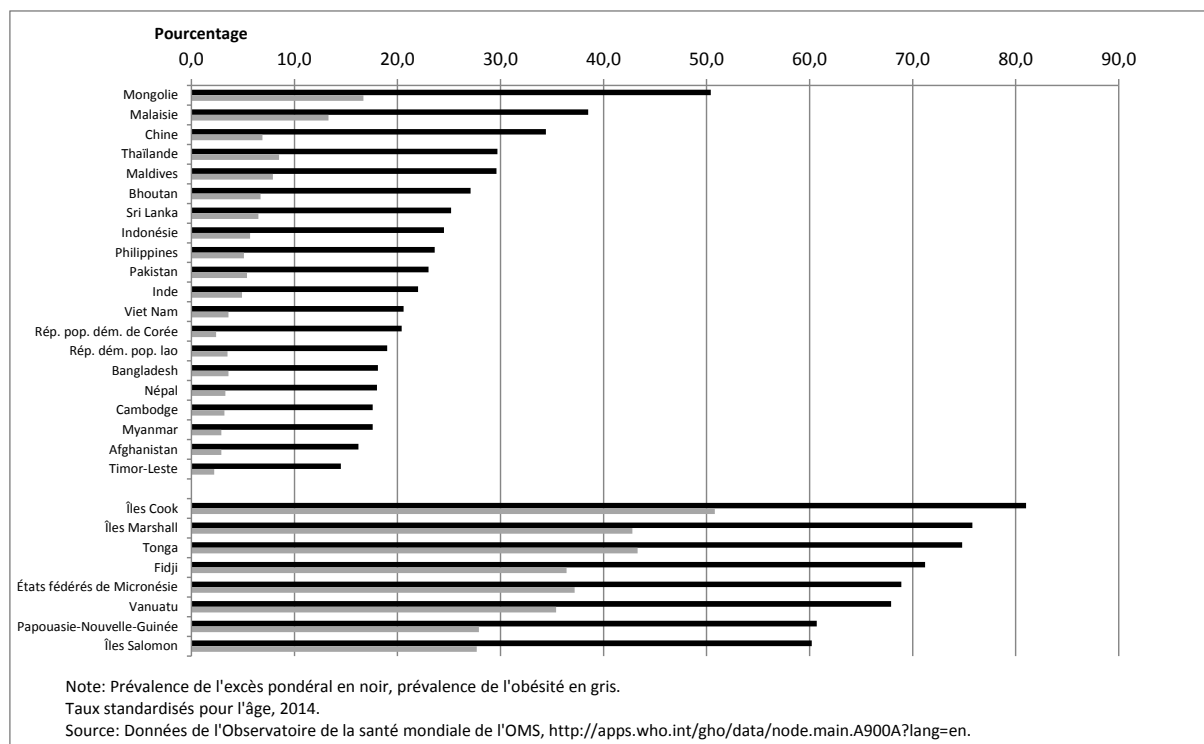
12. Les habitants de la région Asie et Pacifique souffrent par ailleurs d'importantes carences en micronutriments, notamment en fer, en vitamine A et en iode. Les données les plus récentes font ressortir une forte prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes enceintes et les enfants dans tous les pays de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie méridionale, et une prévalence moins élevée de ce problème dans les pays d'Asie orientale. On constate des schémas similaires pour la carence en vitamine A. La carence en iode est également courante dans la région, avec une prévalence de plus de 20 pour cent dans plusieurs pays.

13. L'excès pondéral et l'obésité sont deux autres aspects importants de la malnutrition qui, malheureusement, gagnent rapidement en importance, tant dans la région que dans le reste du monde. Dans le monde, environ 13 pour cent des adultes (11 pour cent des hommes et 15 pour cent des femmes) étaient obèses en 2014, contre seulement 5 pour cent des hommes et 8 pour cent des femmes en 1980.

14. La figure 3 présente la prévalence de l'obésité et de l'excès pondéral dans les populations adultes de certains pays de la région Asie et Pacifique. Il en ressort que les États insulaires du Pacifique connaissent une prévalence particulièrement élevée de l'obésité et de l'excès pondéral, qui sont les causes sous-jacentes des maladies non transmissibles liées au régime alimentaire telles que les maladies cardiovasculaires, l'accident ischémique et le diabète de type II. Ces maladies sont aujourd'hui les premières causes de mortalité et de morbidité dans les pays du Pacifique, ce qui conduit les responsables politiques de la région à appeler au renforcement de l'intervention du secteur public en la matière. En Asie, la Mongolie, la Malaisie et la Chine connaissent une prévalence élevée de l'excès pondéral et doivent également faire face au développement rapide des maladies non transmissibles.

15. Pour résumer, la région est parvenue à améliorer de façon assez considérable sa situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition depuis le début des années 90. Cependant, étant donné qu'elle est partie avec un lourd handicap, elle compte toujours le plus grand nombre d'enfants présentant un retard de croissance et une insuffisance pondérale dans le monde: plus de la moitié des près de 160 millions d'enfants présentant un retard de croissance dans le monde vivent dans cette région. Elle a encore un long chemin à parcourir avant d'atteindre le deuxième objectif de développement durable, à savoir éliminer la faim. Parallèlement, elle doit faire face à l'importance croissante du problème de l'obésité et de l'excès pondéral.

Figure 3: Obésité et excès pondéral en Asie et dans le Pacifique, 2014. Prévalence de l'excès pondéral (IMC \geq 25) et de l'obésité (IMC \geq 30) chez l'adulte (âge \geq 20.0), dans certains pays

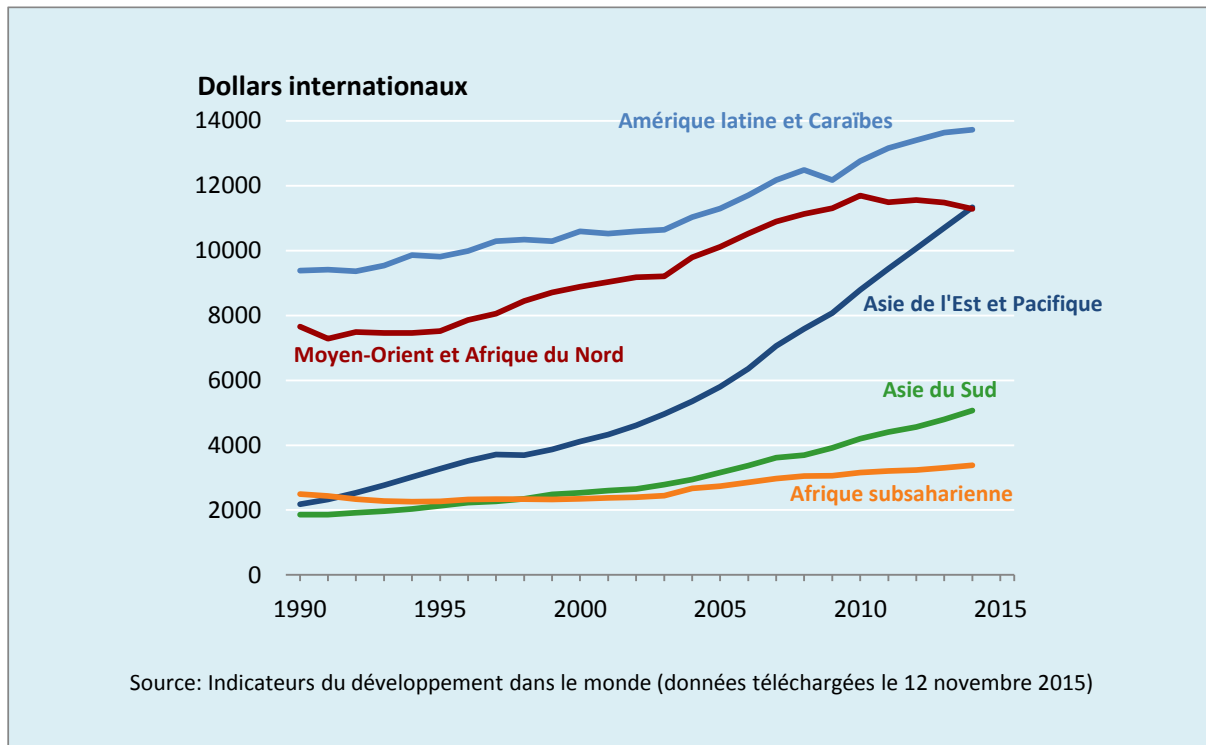


III. Quels facteurs expliquent les améliorations constatées dans la sécurité alimentaire et la nutrition?

16. Il ne faut pas oublier que, jusqu'au milieu des années 60, la région Asie et Pacifique se caractérisait par un revenu parmi les plus faibles au monde, un apport énergétique alimentaire exceptionnellement faible et des taux de pauvreté et de malnutrition parmi les plus élevés au monde. La transformation de la région s'est amorcée avec le début de la forte croissance économique au Japon dans les années 50, qui a ensuite fait tache d'huile dans les «Tigres asiatiques» au début des années 60, puis dans les autres pays de l'Asie du Sud-Est, en Chine et, enfin, dans l'Asie du Sud à partir des années 80. Au cours des années 90 et de la première décennie du vingt et unième siècle, la région a connu des taux de croissance du PIB réel par habitant parmi les plus élevés jamais enregistrés.

17. Cependant, étant donné que les pays de la région avaient au départ les PIB par habitant les plus faibles au monde, même cette forte croissance n'a pas permis à la région d'élever son PIB moyen par habitant au-delà de ceux constatés dans les régions Moyen-Orient et Afrique du Nord ou Amérique latine et Caraïbes. La figure 4 ci-dessous présente le PIB réel par habitant en parité de pouvoir d'achat de 1990 à aujourd'hui, pour les grandes régions du monde en développement, la région Asie et Pacifique étant séparée en deux grandes sous-régions, à savoir, d'une part, l'Asie de l'Est et le Pacifique (y compris l'Asie du Sud-Est) et, d'autre part, l'Asie du Sud.

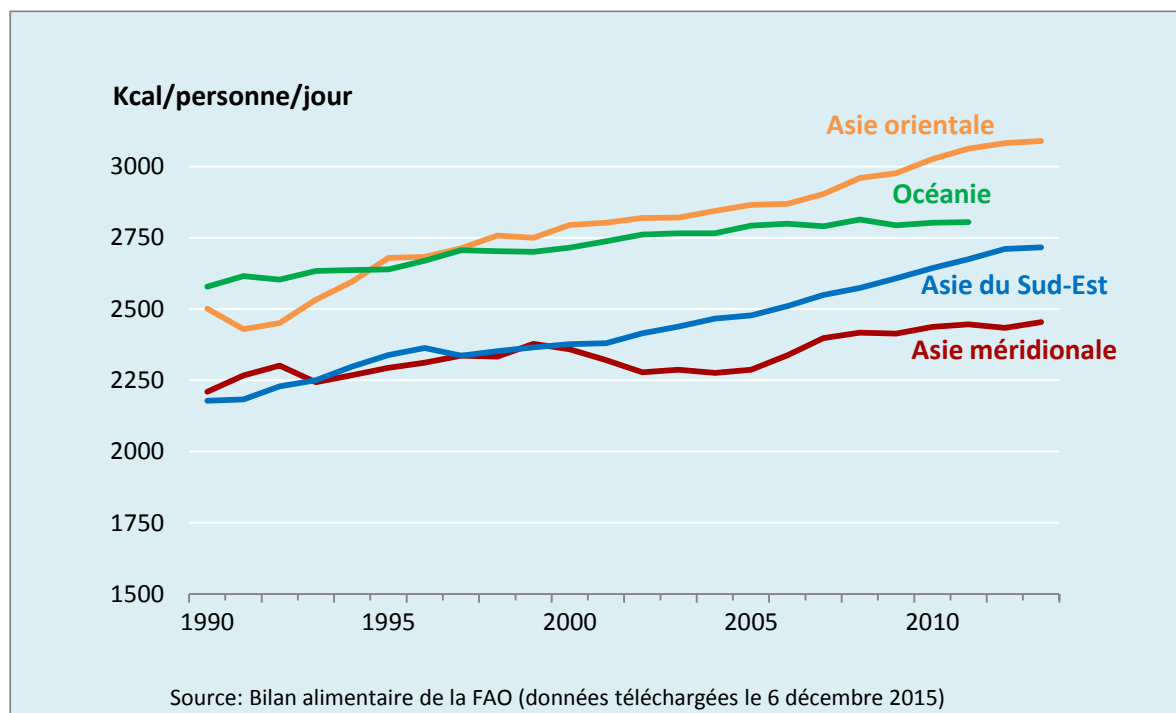
Figure 4: PIB par habitant en dollars internationaux constants de 2011 pour les différentes régions en développement



18. La forte croissance du PIB et de la valeur ajoutée agricole a aidé à créer des possibilités d'emploi, à réduire les taux de pauvreté et à faire baisser l'inflation, surtout pour les aliments. Tous ces éléments ont contribué à améliorer l'accès aux aliments. Le taux de croissance moyen annuel du PIB de 7 pour cent en termes réels atteint par les pays en développement de la région Asie et Pacifique entre 1990 et 2010 a contribué à une réduction de plus de 50 pour cent de l'extrême pauvreté et a amélioré l'accès aux aliments des habitants de la région.

19. Au cours des 25 dernières années (de 1990-1992 à 2014-2016), l'apport d'énergie alimentaire provenant des cultures, de l'élevage et de la pêche a crû plus rapidement que la population dans pratiquement tous les pays d'Asie. La figure 5 ci-dessous présente l'évolution des disponibilités énergétiques alimentaires (DEA) sur cette période. On y trouve l'apport énergétique alimentaire moyen et quotidien par habitant, exprimé en kilocalories par personne et par jour, c'est-à-dire l'énergie tirée de tous les aliments – céréales, fruits et légumes, produits de l'élevage, poisson, sucre et huiles et graisses – que l'individu moyen consomme chaque jour. On peut considérer ce chiffre comme une mesure de la consommation alimentaire totale par personne.

Figure 5: Apport énergétique moyen et quotidien par personne, pour les différentes sous-régions de l'Asie et du Pacifique, de 1990 à 2013

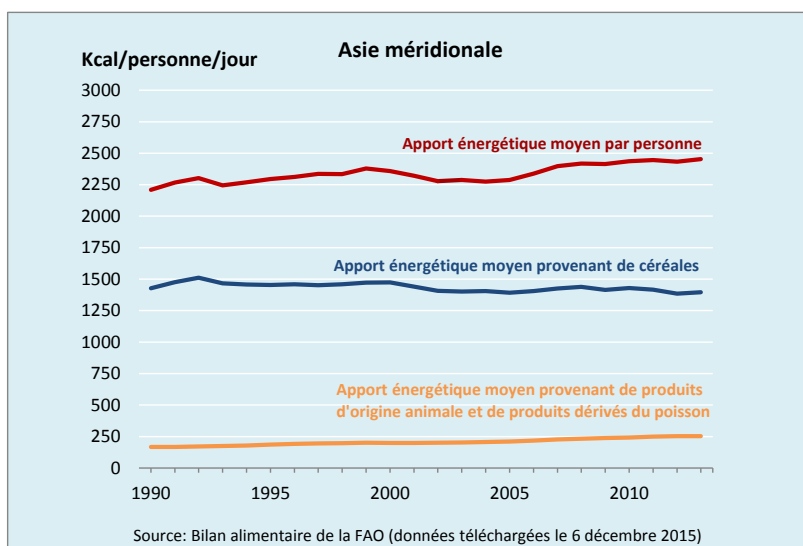
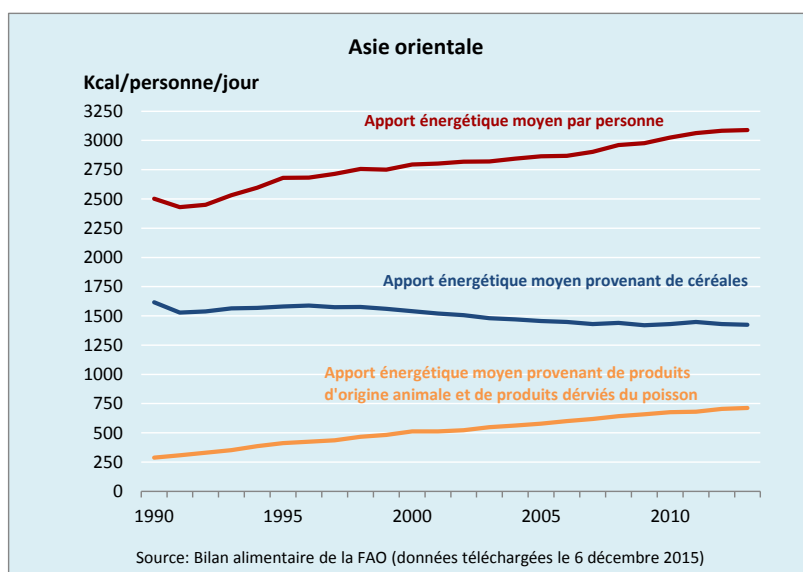


20. On peut voir sur la figure 5 que la consommation alimentaire par habitant a augmenté dans toutes les sous-régions, il est vrai avec de fortes différences entre les sous-régions et entre les pays dans les sous-régions. C'est en Asie de l'Est et en Asie du Sud-Est que l'on a constaté les plus fortes augmentations de la consommation alimentaire (environ 25 pour cent); viennent ensuite l'Asie méridionale et l'Océanie, qui avaient au départ la plus forte consommation alimentaire par habitant. En Chine, aujourd'hui, la disponibilité énergétique alimentaire par personne et par jour est d'environ 3 100 kcal, un chiffre qui est du même ordre de grandeur que celui de certains pays à revenu élevé et qui est supérieur à celui du Japon. La lenteur des progrès dans la lutte contre la sous-alimentation en Asie méridionale s'explique en grande partie par la lenteur relative de la croissance de la consommation alimentaire par habitant dans cette sous-région.

21. La hausse des revenus des ménages a accru la consommation alimentaire et a amélioré la qualité du régime alimentaire. On a constaté une diminution de la part prise dans le régime alimentaire par les produits de base traditionnels, tels que les céréales, et une augmentation de la part prise par les aliments secondaires tels que les produits de l'élevage, les cultures oléagineuses, le sucre et les fruits et légumes.

22. Une comparaison de l'Asie orientale et de l'Asie méridionale permet d'illustrer ces points. On peut voir dans les figures 6 et 7 ci-dessous que les produits de l'élevage ne fournissaient que 250 kcal par personne et par jour en 1990 en Asie orientale, mais que ce chiffre était passé à 750 kcal par personne et par jour en 2013. En Asie méridionale, par contre, on ne constate qu'une faible augmentation de la consommation de produits de l'élevage, ce qui cadre avec l'augmentation plus faible du revenu moyen des ménages, et donc de leur consommation alimentaire. La consommation de céréales a diminué dans les deux sous-régions, ce qui cadre avec l'évolution constatée dans les autres pays lorsque les revenus des ménages ont augmenté.

Figures 6 et 7: Sources de l'apport énergétique quotidien par habitant, de 1990 à 2013



Bangladesh⁷

Depuis 1990, le Bangladesh est parvenu à réduire de façon remarquable la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition de sa population. Bien qu'il soit un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure avec une densité de population parmi les plus élevées au monde, le Bangladesh a réussi à faire passer la prévalence du retard de croissance chez l'enfant de plus de 70 pour cent au début des années 90 à environ 36 pour cent en 2014, et celle de l'insuffisance pondérale de plus de 60 pour cent au début des années 90 à environ 33 pour cent en 2014. Il est particulièrement encourageant de noter que le retard de croissance chez les filles a diminué pratiquement au même rythme que le retard de croissance chez les garçons. Ces améliorations ont été rendues possibles grâce à de fortes augmentations des salaires réels des travailleurs journaliers agricoles, à la croissance de la demande de main-d'œuvre (principalement féminine) du secteur textile, aux envois de fonds par des Bangladais travaillant à l'étranger, à un meilleur accès à des installations sanitaires

⁷ Voir le cadre de programmation de la FAO pour le Bangladesh pour 2014-2018, *Towards Sustainable Agriculture and Improved Food Security and Nutrition*.

améliorées, à une meilleure alphabétisation des femmes et à un meilleur accès des femmes aux moyens de production.

Les deux premiers facteurs ont augmenté les revenus des ménages et ont permis aux ménages les plus pauvres d'accroître leur consommation alimentaire; les troisième, quatrième et cinquième facteurs ont conduit à une meilleure utilisation des aliments et, donc, au recul de la malnutrition, tant chez l'enfant que chez l'adulte. Cependant, malgré ces avancées, il faut encore surmonter d'incroyables défis, dont le premier est de consolider ces acquis et de les développer à plus grande échelle de façon à ce que le Bangladesh puisse éliminer la faim d'ici 2030. Le Bangladesh a un avantage à cet égard étant donné qu'il est en bonne voie pour adopter une approche intégrée de la sécurité alimentaire et de la nutrition, qui comprend un cadre de décision complet en matière de sécurité alimentaire (la politique alimentaire nationale), un document de programmation (le plan d'action pour la politique alimentaire nationale) et un plan d'investissement pour la sécurité alimentaire et la nutrition (le plan d'investissement pour le Bangladesh), autant d'éléments que soutient la FAO.

IV. Peut-on atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030? Difficultés et incertitudes

23. Les 17 objectifs de développement durable, adoptés par les dirigeants de tous les pays du monde dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, visent à mettre un terme à la pauvreté et à la faim, à réduire les inégalités et à lutter contre le changement climatique d'ici 2030. Comme l'a dit le Directeur général de la FAO⁸,

«Ce but est au cœur même du nouvel agenda de développement durable: libérer le monde de la pauvreté et de la faim et ne laisser personne pour compte. Nous pouvons le faire. Nous pouvons être la génération Faim Zéro.»

L'objectif de développement durable 1 porte sur l'élimination de la pauvreté et l'objectif 2 sur l'élimination de la faim d'ici à 2030. Dans ce contexte, il est à noter que la croissance agricole dans les économies à faible revenu et agricoles sera un facteur essentiel pour la réalisation des objectifs de développement durable étant donné qu'il a été démontré qu'elle est deux fois plus efficace que la croissance dans les autres secteurs lorsqu'il s'agit de réduire la faim et la pauvreté⁹. Cependant, étant donné la pression croissante exercée sur les écosystèmes mondiaux, toute augmentation de la production alimentaire doit se faire de façon durable et dans le respect de l'environnement. Pour nourrir une population mondiale croissante de façon durable, les producteurs doivent produire davantage d'aliments tout en réduisant les incidences négatives que leurs activités ont sur l'environnement, telles que la perte de terres, d'eau et de nutriments, les émissions de gaz à effet de serre ou la dégradation des écosystèmes. Pour ce faire, il faudra transformer les systèmes alimentaires et l'agriculture, promouvoir des pratiques durables pour la vie quotidienne et le travail, améliorer la gouvernance et mobiliser la volonté politique d'agir.

24. Il faut relever trois grands défis. Premièrement, il faut trouver le moyen d'augmenter la production alimentaire tout en utilisant moins d'eau, étant donné que les cultures et l'élevage utilisent 70 pour cent de toute l'eau prélevée, une part qui peut même atteindre 95 pour cent dans certains pays en développement. D'ici à 2025, on estime que 1,8 milliard de personnes vivront dans des pays ou des régions en pénurie d'eau absolue. Deuxièmement, chaque année, environ un tiers des denrées alimentaires produites dans le monde sont perdues ou gaspillées. Il faut encourager et inciter les consommateurs à adopter des régimes alimentaires nutritifs et sûrs qui pèsent moins lourd sur l'environnement. Troisièmement, le changement climatique fait peser une menace réelle sur la production alimentaire mondiale, mais les investissements dans tous les secteurs de l'agriculture

⁸ FAO. 2015b. La FAO et les 17 objectifs de développement durable. <http://www.fao.org/3/a-i4997f.pdf>.

⁹ Banque mondiale. 2008. *World Development Report 2008: Agriculture for Development*.

peuvent à la fois contribuer aux mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de celui-ci et améliorer les moyens d'existence des populations rurales.

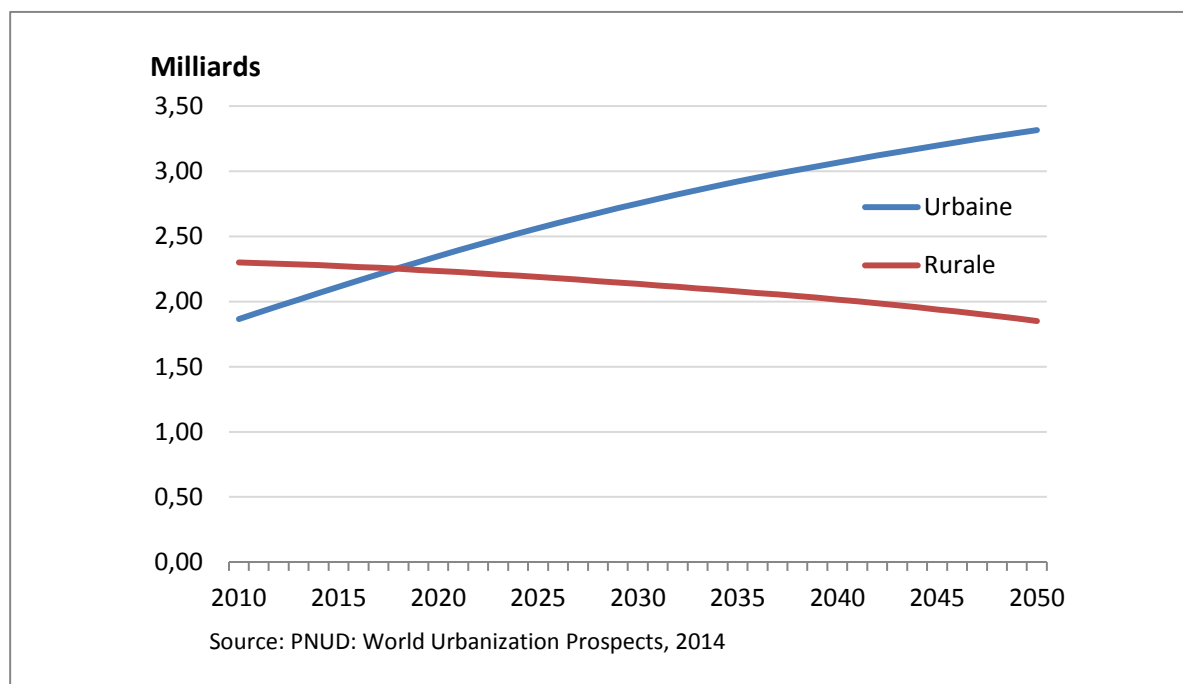
25. La région Asie et Pacifique doit donc maintenir, voire renforcer, sa croissance agricole afin de continuer à réduire la pauvreté et la faim, tout en atténuant les incidences négatives sur l'environnement et la dégradation des écosystèmes. Parallèlement, il faut s'efforcer de réduire les pertes et gaspillages alimentaires. On trouvera dans cette section une analyse de certaines difficultés et incertitudes dans cette entreprise. La piste la plus prometteuse est une approche sur deux fronts qui combine des investissements créateurs de revenus dans les zones rurales et urbaines et des mesures de renforcement de la protection sociale.

A. Population

26. Toutes choses égales par ailleurs, une population grandissante nécessite davantage de nourriture. Cependant, toutes les autres choses ne sont pas égales: à mesure que les revenus des ménages augmentent, les goûts et les préférences évoluent vers les produits de l'élevage, les fruits et légumes, le sucre, les huiles et graisses, etc. Comme nous l'avons vu plus haut, cette évolution est déjà présente notamment en Chine, et elle va probablement s'intensifier étant donné que les revenus des ménages augmentent dans d'autres pays de la région.

27. La figure 8 ci-dessous présente l'évolution probable de l'accroissement de la population dans la région sur les 35 prochaines années. On s'attend à ce que la population de la région augmente d'un milliard de personnes (la moitié de l'augmentation mondiale) d'ici à 2050. On notera que la population urbaine et la population rurale sont déjà pratiquement égales et que la population urbaine devrait devancer la population rurale, à tel point que d'ici à 2050 plus de 60 pour cent de la population de la région (environ 3,3 milliards de personnes) vivront en milieu urbain. Cette évolution aura des conséquences profondes pour la sécurité alimentaire et la nutrition, les systèmes alimentaires, la sécurité sanitaire des aliments, le commerce des denrées alimentaires, etc.

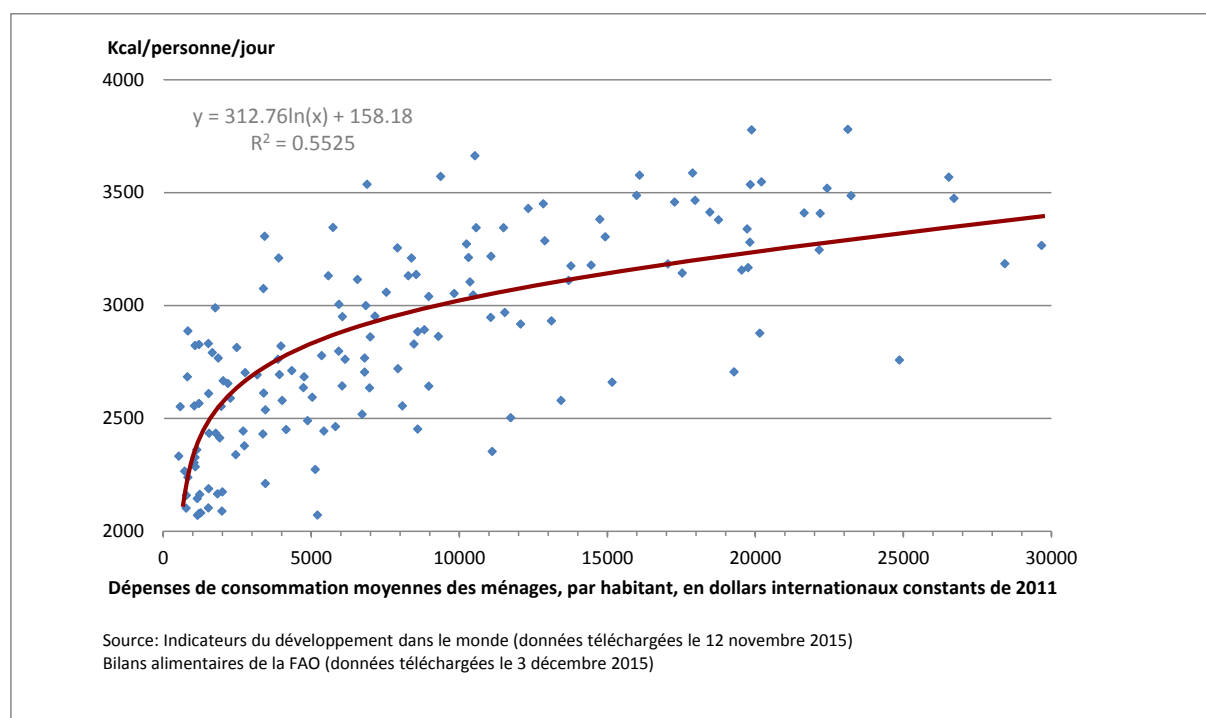
Figure 8: Population urbaine et population rurale en Asie: 2010-2015



B. Demande alimentaire

28. La population de la région sera non seulement plus nombreuse et plus urbaine, mais elle sera aussi plus riche, ce qui a deux implications pour la demande alimentaire. La figure 9 montre l'évolution de la demande alimentaire par habitant, mesurée en kcal/personne/jour, lorsque les dépenses de consommation des ménages par habitant (qui sont un indicateur du revenu) augmentent. Lorsque des ménages, pauvres au départ, deviennent plus riches et accroissent leurs dépenses totales, ils achètent d'abord des aliments. Ainsi, la consommation alimentaire s'accroît très fortement lorsque les dépenses des ménages augmentent depuis un faible niveau jusqu'à environ 4 000 dollars internationaux, et elle commence ensuite à marquer un palier, c'est-à-dire qu'elle continue à croître, mais à un rythme moins soutenu. Aujourd'hui, certains des grands pays en développement de la région commencent à s'approcher des niveaux de revenu auxquels la croissance de la demande alimentaire devrait commencer à ralentir. Par exemple, les dépenses de consommation par habitant, en moyenne sur la période 2010-2012, s'élevaient environ à 3 400 dollars internationaux par an en Chine et à 2 700 dollars internationaux par an en Inde.

Figure 9: Consommation alimentaire par habitant et dépenses de consommation des ménages par habitant (prix en PPA de 2011) pour 150 pays, 2010-2012

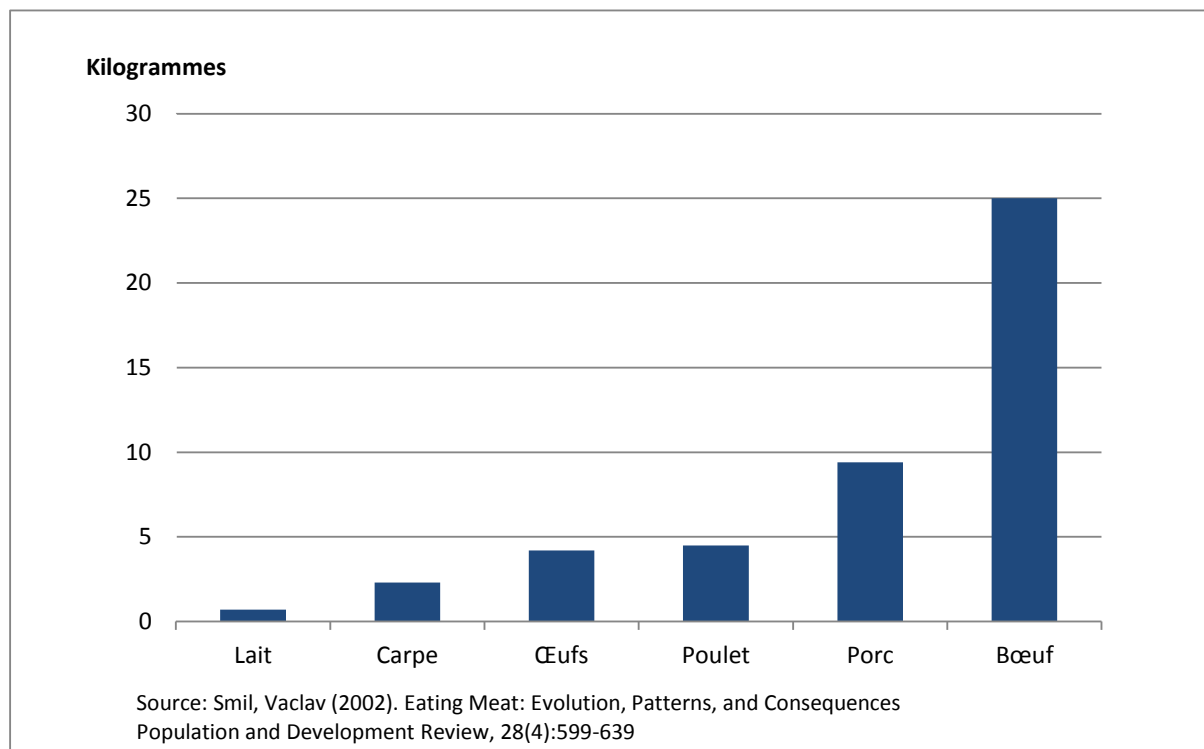


29. Ces changements s'accompagnent souvent d'un glissement de la consommation vers les produits de l'élevage. On a toutefois besoin de céréales pour nourrir les animaux qui donneront les produits de l'élevage, et il se développe ainsi une concurrence entre l'homme et les animaux pour les céréales, qui peuvent être consommées directement par l'homme ou que l'on peut utiliser pour nourrir les animaux. La figure 10 ci-dessous présente les quantités de céréales qu'il faut donner aux animaux pour produire 1 kg de masse comestible de différents types de produits d'origine animale. Il en ressort clairement que c'est la production de bœuf qui demande la plus grande quantité de céréales; la deuxième place revient à la viande de porc. Les produits qui demandent le moins de céréales sont le lait, le poisson, les œufs et le poulet.

30. Pour résumer, l'augmentation de la population, la croissance des revenus et l'urbanisation vont entraîner des changements dans la demande alimentaire, avec un glissement de la consommation des céréales vers les produits de l'élevage, les huiles et graisses, le sucre et les fruits et légumes. Par ailleurs, du fait de l'urbanisation, on devrait constater une progression de l'ajout de valeur par la transformation alimentaire, le transport, l'entreposage, le conditionnement et la distribution. Les

préoccupations concernant la sécurité sanitaire des aliments, trouvant leur origine dans la production intensive, l'entreposage prolongé, l'allongement des canaux de distribution et d'autres facteurs, vont s'intensifier, et des investissements importants dans ces domaines seront nécessaires. L'autre problème est qu'il est possible que la prévalence de l'excès pondéral et de l'obésité continue de progresser du fait que les citoyens mangent plus souvent en dehors de leur domicile.

Figure 10: Indice de conversion – kilogrammes d'aliments pour animaux nécessaires pour chaque kilogramme de produit comestible



C. Implications pour la production végétale

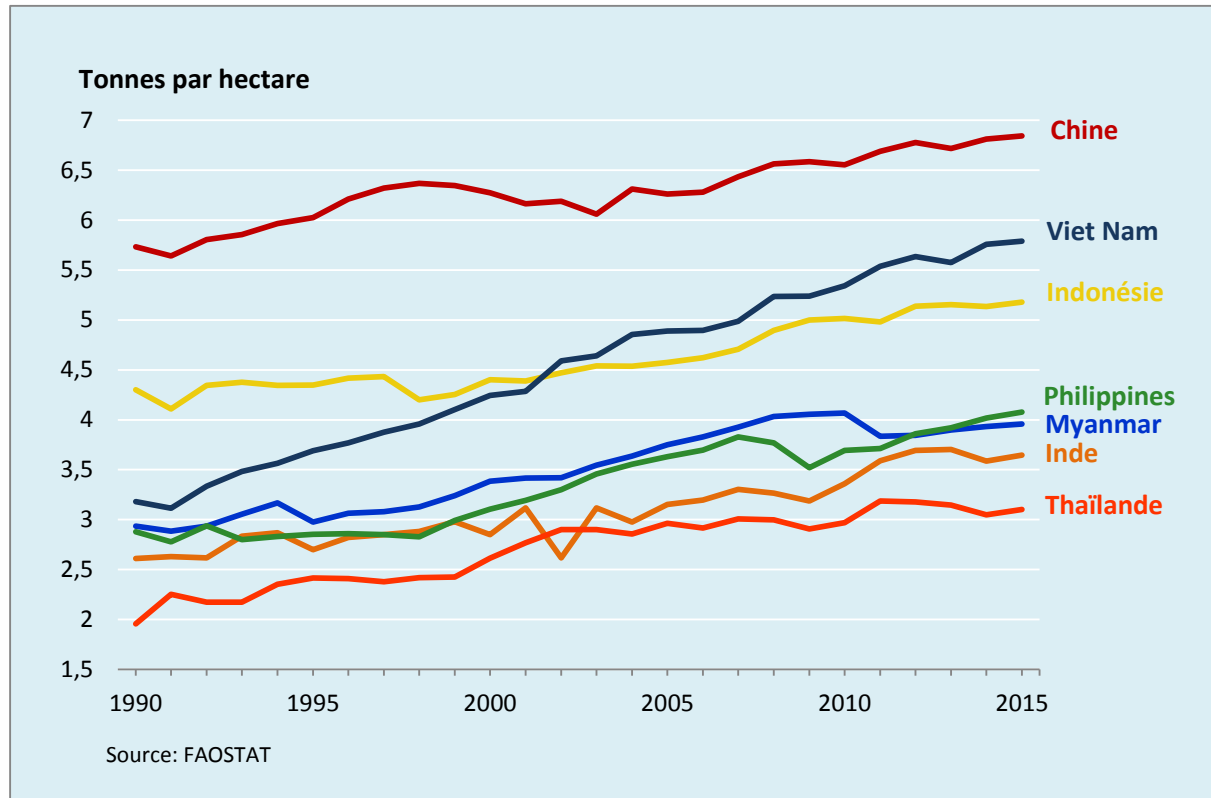
31. Du fait de l'évolution prévue des modes de consommation alimentaire, on peut s'attendre à une croissance rapide de la production des produits de l'élevage, des huiles végétales, du sucre et des fruits et légumes. La production animale (viande, lait et œufs) devrait pratiquement tripler en Asie méridionale, et s'accroître de 80 pour cent en Asie de l'Est (y compris les sous-régions de l'Asie orientale, de l'Asie du Sud-Est et de l'Océanie). La production mondiale d'oléagineux devrait s'accroître d'environ 85 pour cent d'ici à 2050; celle du sucre, d'environ 77 pour cent¹⁰.

32. La plus grande partie (près de 90 pour cent) de l'augmentation de la production d'ici à 2050 devra passer par une augmentation des rendements étant donné que les possibilités d'expansion des terres arables dans la région Asie et Pacifique sont relativement limitées et que la qualité des terres se détériore. Pour parvenir à augmenter suffisamment les rendements, la région doit investir fortement dans la recherche agronomique. La figure 11 ci-dessous présente, à des fins d'illustration, l'évolution des rendements du paddy dans plusieurs grands pays asiatiques. Le graphique montre clairement que les rendements varient beaucoup d'un pays à l'autre. Même s'il n'est pas possible d'éliminer totalement ces écarts de rendement, le potentiel d'augmentation de la production est important. Ainsi, par exemple, l'écart de rendement du riz paddy entre le Myanmar et le Viet Nam est de pratiquement deux tonnes par hectare. Si cet écart était réduit d'une tonne par hectare, ce sont plusieurs millions de tonnes supplémentaires qui devraient pouvoir être produites. Il n'y a dès lors pas vraiment de raisons

¹⁰ Alexandratos, N. et J. Bruinsma. 2012. World Agriculture towards 2030/2050: The 2012 Revision. ESA Working Paper No. 12-03. Juin 2012. <http://www.fao.org/docrep/016/ap106e/ap106e.pdf>.

de s'inquiéter, du moins s'agissant de la production de riz pour l'alimentation, d'autant que la consommation de riz par habitant est en baisse dans la plupart des pays de la région. La réduction de l'écart de rendement nécessitera des changements de politiques qui modifieront la structure des mesures incitatives pour les producteurs de paddy et qui accroîtront l'investissement, public et privé, dans l'agriculture.

Figure 11: Rendement du paddy dans certains pays asiatiques, 1990 à 2015



33. Aujourd'hui, l'agriculture utilise 70 pour cent des ressources en eau de la région, mais la demande des autres utilisateurs s'accroît. La FAO estime que la région Asie et Pacifique aménagera peu de terres pour l'irrigation d'ici à 2050. Selon les projections, seulement 8 et 4 millions d'hectares de terres seront aménagés pour l'irrigation d'ici à 2050, respectivement en Asie de l'Est (y compris l'Asie orientale et l'Asie du Sud-Est) et en Asie du Sud, contre 48 et 53 millions d'hectares, respectivement, entre 1961/1963 et 2005/2007¹¹.

D. Changement climatique

34. La région Asie et Pacifique est extrêmement vulnérable au changement climatique, qui touchera des millions de ruraux pauvres. Les modèles climatiques y prévoient des hausses de température de l'ordre de 0,5 à 2 °C d'ici 2030, ce qui pourrait accroître la concentration des précipitations lors de la mousson estivale et réduire les précipitations hivernales. La majorité des quelque 500 millions de ruraux pauvres que compte la région sont des agriculteurs de subsistance tributaires de l'agriculture pluviale. Si les moussons sont mauvaises, ces agriculteurs seront dévastés. S'il est vrai que quelques pays de la région ont renforcé leurs capacités d'adaptation au changement climatique, la majorité d'entre eux ont toutefois peu de moyens de renforcer leur résilience face au changement climatique. La région pourrait perdre de grandes superficies de terres agricoles de grande valeur et le stress subi par les cultures du fait de la hausse des températures pourrait entraîner une baisse des rendements. Par ailleurs, la région connaîtra probablement une augmentation du niveau de la mer de l'ordre de 3 à 16 cm d'ici 2030, ce qui met fortement en danger les zones côtières de faible

¹¹ Alexandratos et Bruinsma. 2008. Chapitre 4.

altitude – dont certaines sont très peuplées – et les petits États insulaires en développement. Le changement climatique mettra aussi une pression supplémentaire sur les écosystèmes naturels tels que les forêts, les mangroves, les récifs coralliens et les zones humides. On constate déjà dans la région une intensification et un accroissement de la fréquence de nombreux événements météorologiques extrêmes tels que des vagues de chaleur, des cyclones tropicaux, des sécheresses, des inondations, des avalanches et de fortes ondes de tempête, ce qui rend les habitants de la région plus vulnérables à l'insécurité alimentaire.

E. Questions transversales: parité hommes-femmes

35. Dans la région Asie et Pacifique, les femmes rurales jouent un rôle essentiel s'agissant des systèmes alimentaires, des moyens d'existence des ménages ruraux et de la procréation; elles assument des responsabilités essentielles dans la production, la vente, l'achat, la préparation et la distribution des aliments, s'agissant de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la famille, et concernant l'éducation des enfants et les soins qu'il faut leur apporter. La part des femmes dans la main-d'œuvre agricole est de 35 pour cent en Asie méridionale, 43 pour cent en Asie du Sud-Est, 48 pour cent en Asie de l'Est et 52 pour cent dans le Pacifique. À mesure que les hommes émigrent vers les zones urbaines pour trouver des emplois non agricoles, les femmes doivent s'occuper davantage de la production végétale pour la consommation du ménage et pour la vente. Il a été démontré que les mesures d'autonomisation des femmes rurales et les investissements en leur faveur permettaient d'accroître la productivité agricole, de réduire la faim et la malnutrition, d'améliorer les moyens d'existence ruraux et de renforcer la résilience. Par ailleurs, les statistiques ne tiennent pas compte des contributions non rémunérées ou sous-estimées que les femmes apportent à l'économie domestique.

36. Pourtant, malgré leurs contributions essentielles, les femmes ont toujours beaucoup de mal à réaliser pleinement leur potentiel, que ce soit sur le plan humain ou en termes de production. Elles ont un accès limité aux ressources productives, en particulier la terre et l'eau, ainsi qu'aux services et aux moyens de production tels que le crédit, la vulgarisation, l'éducation et les technologies, et elles n'ont que peu de contrôle sur ces éléments; elles doivent par ailleurs se contenter plus souvent que les hommes d'emplois à temps partiel, saisonniers et peu rémunérateurs. Les contraintes en termes de mobilité et de temps, leur faible pouvoir de décision et le fait qu'elles peinent à faire entendre leur voix sont d'autres éléments qui entravent la réalisation de leur potentiel. Par ailleurs, les femmes font toujours l'objet de nombreuses formes de discrimination dans les pays de la région. La situation s'est bien souvent détériorée (s'agissant par exemple de la nutrition, de la pauvreté ou des effets du changement climatique) et de nouvelles difficultés ont fait leur apparition (accaparement des terres, diminution des ressources naturelles disponibles et accès moindre à celles-ci, épuisement des ressources naturelles, libéralisation des marchés et du commerce, émigration, par exemple). Il faut s'efforcer tout particulièrement d'éliminer la disparité entre les sexes aux fins du développement dans la région et mener une action concertée pour faire en sorte que les femmes et les hommes en milieu rural puissent faire entendre leur voix de manière égale, aient la même liberté d'action et disposent d'un accès équitable aux ressources et aux services.

37. L'autonomisation des femmes dans les zones rurales et l'égalité des sexes sont des éléments essentiels de la mission de la FAO – élimination de la pauvreté, sécurité alimentaire et nutrition au moyen d'une production agricole durable et d'une gestion durable des ressources naturelles.

F. Questions transversales: statistiques

38. Une évaluation terminée en 2012 par la FAO a montré que, en moyenne, les systèmes de statistiques officielles fournissent seulement entre 40 et 60 pour cent des données de base dont les gouvernements, les ONG et les organismes internationaux ont besoin pour prendre des décisions éclairées dans leurs sphères d'activités respectives. Ces dernières années, la disponibilité et la qualité des données n'ont pas été conformes aux attentes des utilisateurs, en raison de défauts dans les infrastructures institutionnelles et dans les méthodes et pratiques statistiques, ainsi qu'en raison de l'insuffisance des ressources humaines et financières affectées à la collecte et à la diffusion des statistiques. La Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales est une

initiative mondiale que la FAO met en œuvre en collaboration avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et la Banque asiatique de développement (BASD). Avec cette initiative, on cherche à renforcer les capacités des systèmes statistiques agricoles afin de répondre aux besoins de base et aux nouveaux besoins en termes de données et afin de suivre les progrès accomplis s'agissant de la réalisation des objectifs de développement durable. Pour atteindre ces objectifs, on mènera des activités d'assistance technique, de formation et de recherche. La mise en œuvre de la Stratégie mondiale dans la région Asie et Pacifique s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action régional pour l'Asie et le Pacifique qui fixe un premier objectif de 20 pays d'ici 2017. La mise en œuvre a commencé avec des évaluations approfondies, au niveau national, des capacités de production de statistiques agricoles et rurales dans 15 pays.

39. Si les efforts que la FAO déploie actuellement dans le cadre de son Programme ordinaire et de la Stratégie mondiale visent à renforcer les capacités des pays à répondre à leurs besoins de base en termes de données, il faut aussi noter que le cadre de suivi (indicateurs et fréquence d'établissement des rapports) et les exigences en matière d'établissement de rapports au titre des objectifs de développement durable solliciteront fortement les systèmes statistiques. Il est attendu des institutions régionales qu'elles jouent un rôle clé dans le renforcement des capacités des systèmes statistiques nationaux s'agissant du respect des obligations en matière d'établissement de rapports et de reddition de comptes. Le bureau régional de la FAO est prêt à appuyer les efforts qui seront déployés à cet égard au niveau national.

V. Politiques, actions, engagements et initiatives nationaux et régionaux

40. Les gouvernements de la région Asie et Pacifique ont adopté différentes politiques et procédures institutionnelles pour soutenir le secteur agricole et accroître son efficacité, tels que des politiques et des plans de développement de l'agriculture pour dynamiser la production alimentaire et agricole et améliorer le fonctionnement des marchés afin de garantir l'efficacité du flux des produits depuis les exploitations agricoles jusqu'aux marchés. De nombreux gouvernements ont corrigé d'anciennes distorsions qui étaient défavorables à l'agriculture et ont ainsi rendu les choses plus équitables entre l'agriculture et le secteur industriel.

41. En plus de ces politiques d'appui à l'agriculture, de nombreux gouvernements ont mis en place des mécanismes institutionnels qui leur permettent de fournir régulièrement des céréales de base, à prix subventionnés, aux ménages à faible revenu. Par exemple, l'Inde a adopté en 2013 une loi sur la sécurité alimentaire nationale, qui constitue l'un des plus grands programmes de protection sociale au monde. Avec cette loi, l'Inde cherche à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle en permettant à sa population d'accéder à une quantité suffisante d'aliments de qualité, à un prix abordable. De nombreux pays, en particulier des pays importateurs, maintiennent par ailleurs des réserves alimentaires stratégiques afin d'être en mesure d'intervenir sur le marché et de stabiliser les prix lorsqu'ils jugent que c'est nécessaire, et ainsi préserver l'accès aux aliments.

42. S'agissant de l'utilisation, plusieurs pays mettent en œuvre des programmes d'amélioration de la nutrition, tels que des programmes de jardins potagers scolaires ou de repas scolaires, pour favoriser l'éducation et s'attaquer au retard de croissance, à la dénutrition à court terme et aux carences en micronutriments essentiels tels que la vitamine A, l'iode et le fer.

43. Le riz, qui est la céréale de base de la majorité de la population de la région, est un «produit sensible» dans les accords commerciaux signés par de nombreux pays de la région. Maintenir ou atteindre l'autosuffisance en riz est une priorité nationale de premier ordre et un sujet politique clé pour les gouvernements, par exemple en Indonésie et aux Philippines.

44. Dans leurs stratégies nationales en matière de santé et dans leurs plans d'action relatifs aux maladies non transmissibles et à la nutrition, les ministres de la santé du Pacifique se sont engagés à réduire la prévalence de l'obésité. Ils ont envisagé des mesures telles que l'éducation nutritionnelle et les activités de plaidoyer concernant le régime alimentaire et l'activité physique, la fixation, par la loi,

de quantités maximales de sel et d'autres composants dans les produits alimentaires, et l'interdiction de l'importation de certains aliments riches en graisses saturées, tels que les queues de dinde et les bas morceaux de mouton.

45. À la soixante-neuvième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), en 2013, les pays de l'Asie et du Pacifique ont lancé le Défi Faim zéro régional pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition d'ici à 2025. Les cinq piliers du Défi Faim zéro sont: i) 100 pour cent d'accès à une alimentation adéquate tout au long de l'année, ii) zéro enfant de moins de deux ans souffrant d'un retard de croissance; iii) tous les systèmes agroalimentaires sont durables; iv) 100 pour cent d'augmentation de la productivité et des revenus des petits exploitants; v) zéro perte ou gaspillage de produits alimentaires. Plusieurs pays de la région ont lancé ou se préparent à lancer des campagnes nationales relatives au Défi Faim zéro.

46. Pour aider ses États Membres à relever les défis qui les attendent, la FAO a mis sur pied, et est en train d'appliquer, une initiative régionale à l'appui du défi Faim zéro en Asie et dans le Pacifique. L'initiative régionale met l'accent sur trois domaines de travail spécifiques et complémentaires, qui ont été définis compte tenu de l'importance qu'ils revêtent au regard du Défi Faim zéro et des avantages comparatifs ainsi que de l'expérience dont dispose la FAO dans la région: a) formuler ou mettre en place des politiques et des plans d'investissement nationaux en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition; b) accroître les capacités de mesure et de calcul de la sous-alimentation; c) améliorer la nutrition des enfants et lutter contre les retards de croissance.

VI. Conclusions

47. Mettre un terme à la pauvreté et à la faim est un objectif qui est à la fois viable et abordable. Le meilleur moyen de sortir rapidement les individus de la faim et de l'extrême pauvreté est de combiner des investissements dans la protection sociale et des mesures de développement en faveur des pauvres. Combinée avec des politiques de développement rural et des initiatives ciblées en matière de nutrition, la protection sociale aide les agriculteurs et les autres ménages ruraux pauvres à dépasser leurs difficultés financières et à mieux gérer les risques, ce qui a des incidences positives sur la production alimentaire et sur l'investissement dans l'agriculture au niveau des exploitations agricoles.

48. Jusqu'à présent, on a trop peu investi pour la sécurité alimentaire et la nutrition des personnes vivant dans l'extrême pauvreté, qui vivent pour la plupart en milieu rural. Dans une nouvelle étude¹², la FAO, le FIDA et le PAM estiment le coût des investissements moyens supplémentaires nécessaires pour éliminer l'extrême pauvreté et la faim à 265 milliards d'USD par an entre 2016 et 2030. Sur ce montant, 198 milliards d'USD seraient consacrés à des investissements en faveur des pauvres dans les secteurs de production – 140 milliards pour le développement rural et 58 milliards pour les zones urbaines. Les 67 milliards d'USD restants sont nécessaires pour les programmes de protection sociale, à raison de 41 milliards pour les zones rurales et de 26 milliards pour les zones urbaines. On notera qu'un montant de 265 milliards d'USD correspond à peine à environ 0,31 pour cent du PIB mondial.

49. Les investissements en faveur des pauvres dans les secteurs de production contribuent à maintenir la croissance de l'emploi et des revenus. Les investissements dans les mécanismes de protection sociale tels que les repas scolaires, les transferts d'argent et les soins de santé apportent une certaine forme de sécurité des revenus et un accès à une meilleure nutrition, aux soins de santé, à l'éducation et à des emplois décentes. Ces investissements non seulement protègent la sécurité alimentaire des pauvres à court terme, mais ils les encouragent aussi à entreprendre des activités plus productives, et éventuellement aussi plus risquées, en donnant à ces personnes l'assurance qu'elles n'auront pas à souffrir de la faim si les investissements ne donnaient pas les résultats escomptés. Bien que faible, le montant des investissements supplémentaires requis sera peut-être au-delà de la capacité de certains États. La communauté internationale souhaitera dès lors peut-être trouver des moyens de

¹² FAO, FIDA et PAM. 2015. *Achieving Zero Hunger: the critical role of investments in social protection and agriculture*. Rome, FAO.

fournir des ressources financières plus importantes à ces pays. Par ailleurs, l'assistance ne doit pas être forcément financière: l'assistance technique peut être tout aussi utile. À mesure que les revenus des pauvres augmenteront du fait du retour sur les investissements supplémentaires en faveur de ces personnes, le montant qui devra être consacré à la protection sociale pour éliminer la pauvreté diminuera, en proportion du PIB et peut-être aussi en termes absolus.

50. Les objectifs de développement durable nous mettent au défi de devenir la première génération, dans l'histoire de l'humanité, à éliminer les fléaux que sont la faim et la pauvreté. Nous avons la connaissance et les moyens nécessaires pour y arriver. Reste à en avoir la volonté politique.